



DECOUVRIR L'ECONOMIE DES MENAGES : UN OUTIL POUR L'AVENIR DU SAHEL

Août 2013

Le Sahel : le désert, la savane, les villages agricoles, les traditions centenaires. Et aussi la sécheresse, les crises alimentaires, la pauvreté. Encore en 2013, 10,3 millions de personnes font face à des pénuries alimentaires et 4,5 millions d'enfants de moins de 5 ans sont à risque de malnutrition aiguë. Trop habitués à de telles données, on risque de rater les bonnes nouvelles : les outils pour prévenir et gérer les crises alimentaires sont à disposition et ils ont déjà été testés avec succès dans la région.

UN PARADOXE A EXPLIQUER

Pourquoi les crises les plus graves et les taux les plus élevés de malnutrition infantile se produisent dans les zones les plus importantes de production agricoles ?

De nombreux d'experts se sont interrogés sur ce paradoxe. Selon les théories du Prix Nobel Amartya Sen, les famines ne se produisent pas à cause d'un manque absolu de nourriture, mais des inégalités systématiques qui limitent l'accès à la nourriture pour certaines catégories de population.

Sur cette base, au début des années 1990, Save the Children a développé l'analyse de l'économie des ménages (AEM), un outil qui combine plusieurs indicateurs afin d'identifier les ménages les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et cibler l'aide. Ce fut une révolution : pour la première fois les concepts de crise agricole et de crise alimentaire étaient découplés car cet outil prend en compte l'accès à la nourriture et aux revenus des ménages, ainsi que les prix de marché, l'inflation, les revenus agricoles, l'environnement et d'autres facteurs susceptibles d'influencer l'économie des ménages.

Avec des difficultés chroniques pour les plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants, en 2007 Save the Children a entamé un projet pilote sur l'analyse de l'économie des ménages dans le Sahel, en réalisant les premières études pour comprendre les liens entre les populations et leurs approvisionnements alimentaires.

Depuis 2009, grâce à l'appui de l'Office d'aide humanitaire de la Commission Européenne (ECHO), 40 experts ont été formés dans 7 pays d'intervention : Burkina Faso Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal et Tchad. Depuis lors, plus de cinquante études ont été effectuées afin de comprendre l'économie des ménages et identifier les groupes socioéconomiques les plus vulnérables aux crises alimentaires.

Le Burkina Faso demeure le seul pays du Sahel à avoir réalisé les études en assurant une couverture complète du pays. Les résultats de ces analyses ont fait l'objet d'un large consensus et sont utilisés par le Gouvernement, les acteurs humanitaires, les agences de développement et les bailleurs de fonds dans la formulation des réponses et la planification des interventions.

Ce succès sert de référence et peut inspirer les autres pays de la région.

Au-delà de la planification alimentaire d'urgence, l'examen régulier de l'économie des ménages permet de comprendre l'évolution des moyens d'existence et les raisons structurelles de l'insécurité alimentaire. Il s'agit donc de reconnaître à la base les causes de la pauvreté et de potentielles tensions sociales, et de créer des politiques pour y faire face. Dans ce cadre, l'analyse de l'économie des ménages devient un important outil de développement pour la région.

BURKINA FASO : UN CAS D'ETUDE

Dans le troisième pays au monde où le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans est le plus élevé, et où 80% des 17 millions d'habitants dépendent de l'agriculture de subsistance, le manque de pluie et les mauvaises récoltes de 2011 signalaient une crise alimentaire imminente. Personne, cependant, ne pouvait estimer combien de personnes étaient potentiellement affectées afin de pouvoir planifier les interventions.

La nécessité d'estimer et de répondre à l'urgence d'une crise alimentaire de grande portée a motivé le Gouvernement du Burkina Faso à adopter l'analyse de l'économie des ménages et mener les analyses au niveau national. Dans le cadre du programme régional de Save the Children, entre 2010 et 2011 six experts avaient été formés et deux études basées sur cette approche réalisées dans le pays. Cependant, ces deux études n'étaient pas suffisantes pour une estimation détaillée de la crise.

Le Gouvernement a donc financé la réalisation d'études pour comprendre les moyens d'existence et identifier les groupes socioéconomiques les plus vulnérables à l'échelle nationale, avec l'appui d'Oxfam et du Programme alimentaire mondial.

9 études (une pour chaque zone de moyens d'existence) et 3 analyses des scénarios ont été réalisés en moins de 6 mois en utilisant les bases de données du Ministère de l'Agriculture.

Développés sous la direction du Système d'Alerte Précoce au sein du Ministère de l'Agriculture, les études ont révélé que 2,8 millions de personnes – environ 20% de la population du pays – étaient à risque de pénurie alimentaire en 2012. Un plan d'intervention de 112 milliards de francs CFA a donc été mis en œuvre par les ministères au niveau national et local, avec le soutien des organisations internationales et des ONG.

Ces événements ont marqué un moment tournant qui a conduit au développement d'un mécanisme national de prévention et gestion de l'impact des crises.

Aujourd'hui, les données et les procédures pour répondre aux besoins des plus pauvres sont en place et ils ont été testés. L'analyse de l'économie des ménages est le seul outil détenu et convenu par tous les acteurs de la sécurité alimentaire au Burkina Faso.

Le Gouvernement s'est approprié l'approche : le Système d'Alerte Précoce est au centre de ce processus de collecte et d'analyse des données. Les résultats des analyses sont à la base des plans d'intervention développés par le Conseil National

de Sécurité Alimentaire (qui est l'organe de coordination des organisations de sécurité alimentaire, y compris une dizaine de ministères).

Sur le terrain, il y a les structures décentralisées du dispositif national de sécurité alimentaire qui relaient l'information et les compétences. De leurs côtés, les mairies et les préfectures contribuent à faciliter la collaboration avec les villages, qui sont partie prenante dans l'identification des ménages les plus vulnérables.

Les organisations non-gouvernementales (ONG), tout en étant proches des communautés, sont également partenaires de l'Etat. Oxfam en particulier, en tant que point focal au Burkina Faso pour le programme régional de Save the Children sur l'analyse de l'économie de ménages, joue un rôle clé de coordination et pour la formation d'experts. Sur le terrain, plus de 14 ONG utilisent l'analyse de l'économie des ménages pour cibler leurs interventions.

En ce qui concerne l'aide, un groupe de travail sécurité alimentaire coordonné par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) est le point de coordination entre ONGs et système des Nations Unies, afin de savoir qui intervient où et avec quel type d'assistance. L'information est ensuite communiquée au Comité Technique du Conseil National de Sécurité Alimentaire permettant de développer des outils de plaidoyer pour le Gouvernement et pour les bailleurs de fonds. Cette information est également partagée dans des groupes de travail thématiques afin de disséminer les bonnes pratiques.

Au moins 200 personnes ont été formées et peuvent gérer l'analyse de l'économie des ménages dans le pays, dont les agents du Gouvernement dans chaque village champion interrogé (72), deux administrateurs par zone de moyens d'existence au niveau national (18) et un directeur dans chaque région administrative (13). Tous les membres du Conseil National de Sécurité Alimentaire sont également formés, et les programmes de formation continuent.

Tinga Ramde, Secrétaire Exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire auprès du Ministère de l'Agriculture prévoit d'autres développements à venir : « *L'analyse de l'économie des ménages nous donne la proportion des moyens de subsistance de la population et ces informations pourraient être utilisées à d'autres fins que la sécurité alimentaire, par exemple pour les politiques agricoles et de santé. Pourquoi investir dans une enquête, si ensuite on n'utilise pas pleinement les résultats ?* »

LES INGRÉDIENTS DU SUCCÈS

Le succès du Burkina Faso peut être attribué à des facteurs qui représentent de bonnes pratiques pour les pays de la région :

- Une forte motivation du Gouvernement à gérer l'impact des crises alimentaires sur les populations les plus vulnérables.
- La volonté du Gouvernement d'investir directement pour réaliser les études au niveau national – et d'avoir des résultats rapides.
- Le pouvoir décisionnel, les ressources financières, les compétences techniques et un vaste réseau d'opérateurs locaux concentrés dans les mains du ministère responsable – le Ministère de l'Agriculture dans ce cas, qui est un ministère économique de premier plan et également responsable du Système d'Alerte Précoce.
- L'utilisation de bases de données existantes auprès du Ministère de l'Agriculture pour effectuer les études de base.
- La disposition à explorer de nouveaux outils et réformer le Système d'Alerte Précoce.
- L'existence d'une plate-forme inclusive – le Conseil National de Sécurité Alimentaire – facilitant le consensus parmi les acteurs de la sécurité alimentaire dont dix ministères.
- La formation d'experts dans des postes clés, en particulier au sein du Système d'Alerte Précoce, l'organe au cœur du processus, et des ONG.
- Le rôle attribué aux experts – tous originaires du pays – dans la formation des futurs experts.
- Les stratégies mises en place pour retenir les experts dans les postes clés.
- La connexion des structures institutionnelles du gouvernement centrales et locales et l'existence sur le terrain d'un réseau d'opérateurs du Ministère de l'Agriculture et des ONG, déjà en place pour faciliter les contacts avec les villages.
- Le rôle actif joué par les villages, notamment les Comités de Développement Villageois.
- L'établissement de mécanismes transparents de communication et de suivi dans les villages.
- Parmi les ONG, un point focal influent – Oxfam – et une bonne coopération avec le Ministère de l'Agriculture ainsi qu'avec les partenaires sur le terrain.
- Un bon réseautage entre les ONG pour échanger les bonnes pratiques et diffuser les connaissances techniques.
- Le soutien et la confiance continue des bailleurs de fonds.



Une famille d'agriculteurs dans le village Mia, commune de Arbolle dans la province du Passoré au Burkina Faso. (Photo : Claudia Delpero)

TEMOIGNAGES

« L'analyse de l'économie des ménages était déjà connue au Burkina Faso et nous savions que celle-ci produisait des résultats en termes de ciblage des populations vulnérables. En étant dans une situation d'urgence, nous devons connaître la dimension de l'impact et la cible des interventions et l'analyse de l'économie des ménages nous a donné cette possibilité. »

Tinga Ramde, Secrétaire Exécutif du Conseil National de Sécurité Alimentaire, Ministère de l'Agriculture du Burkina Faso.

« L'analyse de l'économie des ménages est un outil transversal de ciblage et d'intervention et, de plus en plus, de promotion de politiques de résilience. Nous sommes en train d'analyser les stratégies mises en place par les plus pauvres afin d'obtenir de la nourriture et des revenus tout au long de l'année. Nous pourrions ainsi soutenir les stratégies les plus efficaces et les amener à l'échelle. L'analyse de l'économie des ménages est un outil essentiel pour tous nos programmes. »

Papa Sosthène Konaté, Responsable des programmes humanitaires d'Oxfam au Burkina Faso.

« Une fois que les profils sont effectués, le travail de base est complet et il s'agit de le continuer avec des analyses régulières. L'outil n'est pas cher pour ce qu'il offre. Notre priorité est de financer un grand nombre d'organisations afin d'élargir l'expertise technique et arriver à cibler chaque ménage. Cette année, nous avons également investi pour soutenir le Gouvernement dans l'intégration de l'outil dans toutes les politiques nationales. »

Eric Pitois, Chef de Bureau ECHO (Office d'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne) au Burkina Faso.

« L'analyse de l'économie des ménages permet un meilleur ciblage de l'aide. Non seulement ça, mais en plus les bénéficiaires de l'aide sont sélectionnés par les villages-mêmes, de sorte que la communauté devient un acteur central dans la distribution de l'aide. »

Tene Kinda, Directrice des programmes à Save the Children Burkina Faso.

« L'analyse de l'économie des ménages est un outil incroyable pouvant montrer les grandes tendances et les aspects économiques structurels des différentes régions. Avec ceux-ci, nous pouvons comprendre les changements nécessaires pour le développement économique et social de la région et créer les politiques les plus adéquates. »

Dr. Bakari Seidou, Député à l'Assemblée Nationale du Niger et ancien Conseiller Régional de Save the Children pour l'Afrique de l'Ouest.



Pour plus d'information:
Save the Children – Bureau Afrique de l'Ouest et du Centre
Lot No. 02 – Zone 15, Almadies Extension
Route de Ngor, Dakar, Sénégal
Tel : + (221) 33 865 44 00
Fax : + (221) 33 820 15 17
www.hea-sahel.org

